

**EXTRAIT DU PROCÈS-VERBAL DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL DE COMMUNAUTÉ
DE LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DE LA RÉGION DE GUEBWILLER
DE LA SÉANCE DU
28 avril 2026**

L'an deux-mille-vingt-six, le vingt-huit avril à dix-neuf heures, le Conseil de Communauté de la Communauté de Communes de la Région de Guebwiller s'est réuni dans la salle des séances du siège de la Communauté de Communes, sous la présidence de Monsieur Claude MULLER, Président de la CCRG.

Nombre de Conseillers élus : 51
Nombre de Conseillers en fonction : 51
Nombre de Conseillers présents : 44
Quorum : 26

Présents :

Dominique ABADOMA – Christine BASLER – Céline BERINGER – Matthieu BOECKLER – Yves COQUELLE – Hélène CORNEC – Francis CORNET – Nadine FOFANA – Hyacinthe FRANCK – Alain FURSTENBERGER – Jean-Luc GALLIATH – Claudine GRAWAY – Céline GULLUNG – Guy HABECKER – Maud HART – Philippe HECKY – Anne-Marie JACQUEY – Maria JONAK – Gauthier JUNG – Maurice KECH – Francis KLEITZ (entre en séance lors de l'examen du point 3.2) – Francis KOHLER – Gaël LE DORZE – Julie LEDIT – Marianne LOEWERT – Muriel LOTZ – Luc MARCK – Roland MARTIN – Angélique MULLER – Claude MULLER – Jacques MULLER – Sophie NANTHAVONG – Aurélie OTTMANN – Karine PAGLIARULO – Matthieu PFEFFER – Claude PLACET – Rachel RIEDMULLER – Marcello ROTOLO – Sylviane ROTOLO – André SCHLEGEL – Maïté SCHWOB – César TOGNI – Tina WILHELM – Stéphane ZIEGLER

Ont donné procuration :

Claudine GEMSA à Jean-Luc GALLIATH – Elise CLERGET à Claudine GRAWAY – Christian FACCHIN à Luc MARCK – Claude REIBEL à Muriel LOTZ – Grégory CLADE à Anne-Marie JACQUEY – Nicolas SIX à Rachel RIEDMULLER – Perrine WIESSER à Sylviane ROTOLO –

Assistaient en outre à la séance :

Des agents de la CCRG
La presse locale

Secrétaires de séance :

Jean-Luc GALLIATH, assisté par Éric GILBERT, Directeur Général des Services de la CCRG

*Signé et publié sur le site Internet de la CCRG le 11 mai 2026
Le Président de la CCRG, Claude Muller
Le Secrétaire de séance, Jean-Luc Galliath*

3.3- Mandats spéciaux des élus

Ce point est présenté par Monsieur le Président.

Vu l'article L5211-14 du Code Général des Collectivités Territoriales

Vu l'article L2123-18 du Code Général des Collectivités Territoriales

Dans le cadre de l'exercice de leur mandat, les élus sont amenés à effectuer des déplacements sur le territoire et hors du territoire de la CCRG.

Il est proposé d'en fixer les modalités et conditions de remboursement conformément à la réglementation en vigueur (articles L2123-18 et suivants du CGCT).

Les fonctions de conseillers communautaires donnent droit au remboursement des frais que nécessite l'exécution des mandats spéciaux. Les frais ainsi exposés peuvent être remboursés forfaitairement dans la limite du montant des indemnités journalières allouées à cet effet aux fonctionnaires de l'État. Les dépenses de transport effectuées dans l'accomplissement de ces missions sont remboursées selon des modalités fixées par délibération. Les autres dépenses liées à l'exercice d'un mandat spécial peuvent être remboursées par la collectivité sur présentation d'un état de frais et après délibération du conseil de communauté.

Les dispositions relatives au remboursement des frais de mission prévoient que ces derniers doivent être engagés au titre d'un mandat spécial qui s'applique uniquement aux missions accomplies dans l'intérêt de la collectivité par un membre de son organe délibérant et avec l'autorisation de celui-ci. Il exclut les activités courantes de l'élu et doit correspondre à une opération déterminée de façon précise.

Chaque mission doit correspondre à une justification d'intérêt intercommunal et faire l'objet d'une délibération du Conseil de Communauté qui peut intervenir a posteriori en cas d'urgence.

Les frais de séjour (hébergement et restauration) sont remboursés forfaitairement dans les conditions applicables aux agents de l'État selon la réglementation en vigueur (décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006).

Toutefois, ces derniers peuvent également faire l'objet d'un remboursement aux frais réels à la condition expresse que les sommes engagées ne sortent pas du cadre de la mission assignée à l'élu et ne présentent pas un montant manifestement excessif.

Les frais de transport (train, avion, taxi, parking, péage, etc) sont remboursés sur présentation d'un état de frais auquel sont jointes les factures acquittées.

L'utilisation du véhicule personnel entraîne le versement d'indemnités kilométriques conformément au décret susvisé.

Il est proposé au Conseil de Communauté d'approuver le principe des mandats spéciaux et le remboursement des frais imposés par l'exercice d'un mandat spécial aux conditions précitées.

Le Conseil, après en avoir délibéré, approuve, à l'unanimité dont sept procurations – Grégory Clade – Elise Clerget – Christian Facchin – Claudine Gemsa – Claude Reibel – Nicolas Six – Perrine Wiesser –, les propositions précitées.

Signé et publié sur le site Internet de la CCRG le 11 mai 2026



Le Président de la CCRG, Claude Muller

Le Secrétaire de séance, Jean-Luc Galliath

